

La Ville de Beresford

ARRÊTÉ NO. 36-1994

**Arrêté portant sur le dépôt de toute dénonciation
à une infraction à un arrêté municipal**

Adopté le: 9 mai 1994

The Town of Beresford

BY-LAW NO. 36-1994

**A by-law relating to the filing
of an information for breach of a municipal by-law**

Adopted: May 9, 1994

**Arrêté portant sur le dépôt de toute dénonciation
à une infraction à un arrêté municipal**

**A by-law relating to the filing
of an information for breach of a municipal by-law**

EN VERTU des pouvoirs qui lui sont dévolus par l'article 101 de la Loi sur les municipalités, chapitre M-22, des lois révisées du N.-B. 1973, le Conseil municipal de Beresford dûment réuni adopte l'arrêté suivant:

Under the powers vested in it by Section 101 of the Municipalities Act, chapter M-22 of the Revised Statutes of N.B., 1973, the Beresford Municipal Council duly assembled enacts the following by-law:

1. Pour les fins du présent règlement, "policier" désigne tout policier dûment nommé par le Comité mixte de la police régionale B.N.P.P.
2. L'article 101 de la Loi sur les municipalités, L.R.N.-B. 1973, c.M.-22, stipule que toute dénonciation d'une infraction à un arrêté doit être faite au nom du secrétaire de la municipalité ou de la personne désignée à cet effet par le Conseil.
3. Ainsi, pour les fins de toute infraction à un arrêté, la dénonciation pourra être déposée par le secrétaire municipal ou par tout policier de la police régionale B.N.P.P.
4. Le présent arrêté prendra effet le jour de son adoption et abroge tout arrêté ou partie d'un arrêté qui contrevient en toute ou en partie à ses dispositions.

1. For the purpose of this by-law, "police officer" means any police officer duly appointed by the BNPP Regional Police Committee.
2. Section 101 of the Municipalities Act. R.S.N.B., 1973, c.M.-22, states that an information for breach of a by-law shall be laid in the name of the clerk of the municipality or such other person as is designated for that purpose by the council.
3. Therefore, in the case of an infraction to a by-law, the information may be filed by the municipal clerk or by any police officer of the B.N.P.P. Regional Police force.
4. This by-law comes into force on the day of its adoption by Council and repeals any by-law or portion thereof which does not comply with the provisions herein.

Première lecture (par son titre): le 25 avril 1994

Deuxième lecture (par son titre): le 25 avril 1994

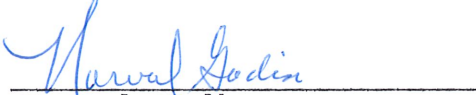
Lecture intégrale: le 9 mai 1994

Troisième lecture (par son titre)
et adoption: le 9 mai 1994

Le maire,


Réal Boudreau

Le secrétaire,


Norval Godin

NOTE: In case of discrepancies between the French and English versions of this document, the French version shall prevail.